



Copie exécutoire : SCP MOLAS
LEGER CUSIN et Associés
Avocats (X.V.)
Copie aux demandeurs : 2
Copie aux défendeurs : 2

REPUBLIQUE FRANCAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

5EME CHAMBRE

JUGEMENT PRONONCE LE 28/06/2016

PAR SA MISE A DISPOSITION AU GREFFE

15

RG 2014052114

ENTRE :

SA LE CREDIT LYONNAIS - LCL, dont le siège social est 18 rue de la République
69002 Lyon - RCS B 954509741

Partie demanderesse : comparant par la SCP MOLAS LEGER CUSIN et Associés
Avocats (X.V.) (P159).

ET :

Monsieur Fehmi NAHALI, demeurant au 3 rue Jean Formige 75015 PARIS

Partie défenderesse : comparant par Me Ohana-Zerhat Sandra Avocat
(A.A.R.P.I.C1050)

APRES EN AVOIR DELIBERE

LES FAITS :

Le 18/11/2011 LCL a consentie à M. Nahali, chauffeur de taxi, un prêt de 21926€ pour l'acquisition d'un véhicule taxi. M. Nahali a cessé de régler les échéances de ce prêt à compter du 15/03/2014 malgré une mise en demeure par LCL du 21/07/2014

LCL lui a également consenti à la même date un prêt de 165528,66€ pour financer sa licence de taxi ; les échéances ont cessé d'être honorées à dater du 15/03/2014 malgré une mise en demeure du 21/07/2014

LA PROCÉDURE :

Par assignation., du 09/09/2014 délivrée selon article 658 CPC, et par conclusions déposées le 14/12/2015, LCL dans le dernier état de ses écritures demande au Tribunal de :

Condamner M. Nahali à payer à LCL :

la somme de 656,66€ (correspondant au montant de la créance de LCL au titre du prêt de 21926€, intérêts arrêtés au 05/12/2015) augmentée des intérêts au taux de 7,10% l'an à compter du 05/12/2015 et jusqu'à parfait paiement

et celle de 130705,81€ (correspondant au montant de la créance de LCL au titre du prêt de 165528,66€, intérêts arrêtés au 26/11/2015) augmentée des intérêts au taux de 7,50% l'an à compter du 27/11/2015 et jusqu'à parfait paiement

Ordonner la capitalisation des intérêts échus pour une année entière

Handwritten signature and initials.

Condamner M. Nahali à payer à LCL la somme de 2000€ au titre de l'article 700 CPC et aux entiers dépens

Ordonner l'exécution provisoire sans constitution de garantie, nonobstant appel.

A l'audience du 02/11/2015, M. Nahali demande au tribunal de

Constater que M. Nahali a apuré son arriéré de dette à hauteur de 41497,51€

Autoriser M. Nahali à se libérer du solde de sa dette au plus tard dans 2 ans,

Débouter LCL de toutes ses demandes, fins et conclusions

L'ensemble des demandes formées au cours de ces audiences fait l'objet du dépôt de conclusions, échangées en présence d'un greffier qui en prend acte sur la cote de procédure.

L'affaire est confiée à l'examen d'un juge chargé d'instruire l'affaire et les parties sont convoquées à son audience du 30/05/2016, à laquelle toutes deux se présentent A cette audience les pièces fournies par la défense attestent de versements à hauteur de 31497,51€ et non 41497.51€ comme écrit dans les conclusions du 02/11/2015

Après avoir entendu les parties en leurs explications et observations, le juge chargé d'instruire l'affaire clôt les débats, met l'affaire en délibéré et dit que le 28 juin 2016 jugement sera prononcé le 28/06/2016 par sa mise à disposition au greffe du tribunal, conformément au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

LES MOYENS DES PARTIES

LCL verse aux débats les conventions de prêts et les échéanciers et s'oppose à l'étalement de la dette sur deux ans ;

M. Nahali déclare avoir procédé au versement de l'arriéré de sa dette par un chèque de banque de 10000€ le 05/03/2015 et avoir repris le règlement de son crédit mensuel par des versements en espèces pour un montant total de 31497,51€ ;



Il est renvoyé à l'assignation, aux conclusions précitées et au corps du présent jugement pour un plus ample exposé des moyens des parties en application de l'article 455 CPC

SUR CE :

Attendu qu'à l'audience devant le juge chargé d'instruire l'affaire il apparaît que si M. Nahali s'est bien acquitté d'une partie de sa dette il a cessé tout versement depuis juillet 2015 ;
Attendu que la créance est certaine, liquide et exigible le tribunal condamnera M. Nahali à payer à LCL :

La somme de 656,66€(correspondant au montant de la créance de LCL au titre du prêt de 21926€, intérêts arrêtés au 05/12/2015) augmentée des intérêts au taux de 7,10% l'an à compter du 05/12/2015 et jusqu'à parfait paiement

Et celle de 130705,81€ (correspondant au montant de la créance de LCL au titre du prêt de 165528,66€, intérêts arrêtés au 26/11/2015) augmentée des intérêts au taux de 7,50% l'an à compter du 27/11/2015 et jusqu'à parfait paiement

Ordonnera la capitalisation des intérêts échus pour une année entière

Attendu que, selon l'article 9 du code civil, il incombe à chaque partie de prouver, conformément à la loi, les faits nécessaires au succès de sa prétention ; que, pourtant, M. Nahali ne verse aucun pièce justificative à l'appui de ses allégations relatives à ses difficultés économiques ; qu'en outre, il s'est déjà, unilatéralement et largement, octroyé le délai de grâce qu'il sollicite du tribunal ; que n'apparaît donc pas être un débiteur de bonne foi ; qu'en outre, il est permis de douter que sa situation financière lui permette d'honorer ses engagements au cours des vingt-quatre prochains mois ; que l'octroi d'un délai de grâce serait donc non seulement injustifié mais, de plus, parfaitement inutile ; qu'il convient, en conséquence de le débouter de sa demande de délai de paiement ;

Attendu que LCL a dû, pour faire valoir ses droits, engager des frais non compris dans les dépens qu'il serait inéquitable de lui faire supporter ; qu'il convient donc de condamner à lui payer la somme de 1000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, déboutant pour le surplus ;

Attendu que l'exécution provisoire est sollicitée, qu'elle est compatible avec la nature de l'affaire, que le tribunal l'estime nécessaire ; qu'il convient, en conséquence, d'ordonner cette mesure, sans constitution de garantie ;

Attendu que M. Nahali succombe et doit, dès lors, être condamné aux dépens ;

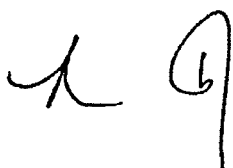
PAR CES MOTIFS

Le tribunal, statuant publiquement en premier ressort par jugement contradictoire :

- Condamne Monsieur Fehmi NAHALI à payer à la SA LE CREDIT LYONNAIS - LCL la somme de 656.66€ euros en principal, avec intérêts au taux de 7.10% l'an à compter du 05/12/2015 et celle de 130705.81€ avec intérêts au taux de 7.50% à compter du 27/11/2015 et ce jusqu'à parfait paiement ;
- Ordonne la capitalisation des intérêts échus pour une année entière, conformément à l'article 1154 du code civil.
- Dit mal fondée en sa demande de délais de paiement Monsieur Fehmi NAHALI, et l'en déboute,
- Condamne Monsieur Fehmi NAHALI, à payer à la somme de 1000 euros au titre de l'article 700 du code de procédure civile, déboutant pour le surplus,
- Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement, en toutes ses dispositions, sans constitution de garantie,
- Condamne Monsieur Fehmi NAHALI, aux dépens de l'instance, dont ceux à recouvrer par le greffe, liquidés à la somme de 82,44 € dont 13,52 € de TVA.

En application des dispositions de l'article 871 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 30 mai 2016, en audience publique, devant Mme Béatrix Peret, juge chargé d'instruire l'affaire, les représentants des parties ne s'y étant pas opposés.

Ce juge a rendu compte des plaidoiries dans le délibéré du tribunal, composé de : Mme Peret Beatrix, Mme Ribeiro Isabel, Mr Loubert Hervé.

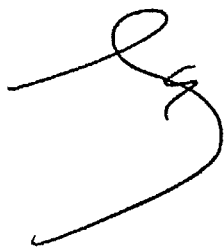


Délibéré le 13 juin 2016 par les mêmes juges.

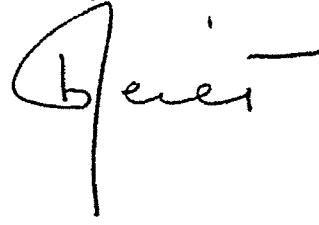
Dit que le présent jugement est prononcé par sa mise à disposition au greffe de ce tribunal, les parties en ayant été préalablement avisées lors des débats dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

La minute du jugement est signée par Mme Peret Beatrix président du délibéré et par Mme Jamois Lucilia, greffier.

Le greffier.

A stylized, handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a smaller, more intricate flourish.

Le président.

A handwritten signature in black ink, featuring a large, bold, stylized 'P' followed by the name 'Peret' in a cursive script.

Tribunal de commerce de Paris

N° RG : 2014052114

28/06/2016

5 - 5ème chambre

En conséquence, la République Française mande et ordonne à tous huissiers de justice, sur ce requis, de mettre ladite décision à exécution, aux procureurs généraux et aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance d'y tenir la main, à tous commandants et officiers de la force publique, de prêter main-forte, lorsqu'ils en seront légalement requis.

Pour EXPEDITION certifiée conforme
et revêtue de la formule exécutoire.

Expédition délivrée le 28/06/2016

Le greffier,



**Le Greffier,
G. GEOFFROY**

